

Faut-il des agents de données?

Pour beaucoup, open government data (OGD) représente l'avenir. Grâce à une transparence accrue, il ne renforcerait pas seulement la confiance de la population en l'Etat, mais abaisserait les coûts et soutiendrait finalement l'innovation et la concurrence de l'économie privée. Sur opendata.swiss, dirigé par les Archives fédérales et qui est la plateforme open data quasi officielle de la Suisse, l'on trouve de plus en plus de sets de données. Les offices fédéraux, une série de cantons et d'offices statistiques, la Bibliothèque nationale suisse, les Villes de Berne et de Zurich y publient leurs données. Il y a une année, la plateforme ne contenait encore que 1200 séries de données, aujourd'hui, il y en a 2423 – et tous les jours, de nouvelles viennent s'y ajouter. Si cela ne tenait qu'à André Golliez, il y en aurait encore bien plus. Le Zurichois, l'une des têtes créatives de la scène informatique suisse, est cofondateur et président de l'association opendata.ch. Les déclarations de la conseillère fédérale Doris Leuthard le réjouissent, elle qui demande un système open data pour les entreprises proches de la Confédération. Et il est aussi heureux du fait que Swisscom et La Poste soient en train de préparer leur propre plateforme open data. En

ce qui concerne les communes, il voit cependant un immense manque à combler. «Open data n'est guère présent à l'échelon communal, mais il serait aussi important que n'importe quelle autre infrastructure», dit Golliez. A son avis, les communes ont besoin d'agents de données, ce qui est l'intention de St-Gall. La ville a annoncé en août le recrutement d'un «Chief Data Officer». Andreas Kellerhals, le directeur des Archives fédérales, est en principe favorable à cette idée, mais pour lui, elle n'a de sens que pour les vingt plus grosses communes de plus de 20000 habitants; dans les communes de plus petite taille, la situation des données est sensiblement plus aisée, et donc le travail pour leur publication plus petit. «De plus, il ne faudrait pas oublier qu'il y a un très large potentiel d'habitantes et d'habitants qui s'y connaissent dans le numérique, ceux-ci se trouvant presque partout, et pas seulement parmi les jeunes.»

Lucas Huber

Traduction: Claudine Schelling

Infos:

www.opendata.ch
www.opendata.swiss/de



André Golliez, président de l'association opendata.ch, voit pour les communes un «immense manque à combler» dans le domaine de l'open data. Photo: m&d

Le maître des normes

Le juriste Peter Fischer, âgé de 56 ans, a terminé ses études de droit à Genève en 1984. Deux ans plus tard, il est devenu avocat et en 1992 vice-directeur à l'Office fédéral de la communication. Il a conçu et mis en œuvre la libéralisation du marché des télécommunications suisses. Il a rédigé des papiers stratégiques fédéraux, par exemple sur le développement de la cyberadministration ou bien sur la protection contre les cyber-risques. Fischer dirige l'UPIIC, l'Unité de pilotage informatique de la Confédération et, depuis 2007, il est aussi président de l'Association eCH, qui détermine les standards numériques de l'administration fédérale. Fischer est convaincu de la valeur de cette association, qui compte au total près de 300 institutions, parmi lesquelles la Confédération, les cantons, les villes, plusieurs communes, des entreprises du secteur IT, des particuliers

ainsi que des hautes écoles. Il raconte que eCH est la base largement acceptée pour la promotion de la cyberadministration en Suisse, ce qui suscite l'envie à l'étranger. Durant ses presque 15 ans d'existence, l'association a élaboré plus de 130 normes. L'une des premières a été l'harmonisation des registres des personnes, sans lesquels les recensements ne seraient pas possibles aujourd'hui. Chaque année, près de 20 autres normes voient le jour, toutes gratuites et librement accessibles à tous. Peter Fischer en est convaincu, eCH a permis une collaboration numérique entre autorités, entreprises et personnes privées plus efficiente et plus proche des citoyens. e-Déménagement en est l'exemple modèle.

Lucas Huber

Traduction: Claudine Schelling



Peter Fischer préside depuis 2007 l'Association eCH, qui détermine les normes numériques pour les autorités suisses. Photo: m&d